



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

PWGSC/TPSGC Acquisitions Bid Receiving
Box/Boîte de Réception des Soumissions
Bid Receiving Box/Boîte de Récepti
1st Floor/1ère étage, Suite 1212
100-1045 Main Street
Moncton
New Brunswick
E1C 1H1
Bid Fax: (506) 851-6759

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Acquisitions NB/PEI (Moncton Office) – Bureau
d'acquisitions N.-B./Î.-P.-É. (Moncton)
1045 Main Street / 1045, rue Main
Moncton
New Bruns
E1C 1H1

Title - Sujet Déneigement,déglacage,tonte Déneigement,déglacage,tonte de pelouse-Installations du MDN Charlottetown®ion	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6898-220573/A	Date 2021-12-15
Client Reference No. - N° de référence du client W6898-220573	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$MCT-048-6100	
File No. - N° de dossier MCT-1-44119 (048)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Atlantic Standard Time AST on - le 2022-01-12 Heure Normale de l'Atlantique HNA	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Doucette (MCT), Trisha	Buyer Id - Id de l'acheteur mct048
Telephone No. - N° de téléphone (506) 343-7645 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 851-6759
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE RPOU Gagetown Det Gagetown 5 CDSB GAGETOWN Bldg 18 238 CHAMPLAIN AVENUE OROMOCTO New Brunswick E2V4J5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

1.1	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	2
1.2	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	2
1.3	COMPTE RENDU	2
1.4	SERVICE CONNEXION POSTEL.....	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES		2
2.1	INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	2
2.2	PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.3	ANCIEN FONCTIONNAIRE	3
2.4	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	5
2.5	LOIS APPLICABLES	5
2.6	PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS.....	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....		6
3.1	INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION		7
4.1	PROCÉDURES D'ÉVALUATION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		8
5.1	ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	8
5.2	ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		9
6.1	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	9
6.2	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	9
6.3	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	9
6.4	PÉRIODE DU CONTRAT	9
6.5	RESPONSABLES.....	10
6.6	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	11
6.7	PAIEMENT.....	11
6.8	INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	12
6.9	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
6.10	LOIS APPLICABLES	12
6.11	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	12
6.12	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CUA</i>	13
6.13	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	13
6.14	ASSURANCE - EXIGENCES PARTICULIÈRES.....	13
ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT		17
ANNEXE « C » CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....		23
ANNEXE « D » INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE		24
ANNEXE « E » LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT SOIT ADMINISTRATEURS ET/OU PROPRIÉTAIRES DE L'ENTREPRISE DU SOUMISSIONNAIRE		25
ANNEXE « F » <u>DÉFINITIONS</u> DE VACIN DE COVID-19.....		27
ANNEXE « G » ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19.....		29

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2 Énoncé des travaux

Les travaux visés par le présent contrat de services consistent à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et l'équipement nécessaires pour offrir des services de déneigement et de déglçage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager au Manège militaire Queen Charlotte, au champ de tir Alexandra, au complexe Brighton, au Détachement de soutien et à la Réserve navale du NCSM Queen Charlotte, au besoin et selon les prescriptions du présent document-Dossier N° L-C135-9301/46

Le présent contrat de services est en vigueur à partir du 1er mai 2022 jusqu'au 30 avril 2023 et pourra être renouvelé pour deux (2) périodes optionnelles d'un (1) an chacune.

PREMIÈRE ANNÉE D'OPTION : DU 1ER MAI 2023 AU 30 avril 2024

DEUXIÈME ANNÉE D'OPTION : DU 1ER MAI 2024 AU 30 avril 2025

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Service Connexion postal

« Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements. »

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2020/05/28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CUA*

Référence de CUA	Section	Date
A0220T	Évaluation du prix - soumission	2014/06/26
C9000T	Prix	2010/08/16

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

TPSGC Acquisitions, Boîte de Réception des Soumissions
1^{ère} étage, Suite 1212
100-1045, rue Main
Moncton, N.-B. E1C 1H1

Courriel : TPSGC.RARceptionSoumisNBPE-ARBidReceivingNBPE.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2003, ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

numéro de télécopieur : (506) 851-6759

2.2.1 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 5 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

(Derived from - Provenant de: A9076T, 2007/05/25)

2.3 Ancien fonctionnaire

Ancien fonctionnaire – concurrentiels - soumission

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas

été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

(Derived from - Provenant de: A3025T, 2020/05/04)

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur à **l'Île-du-Prince-Édouard**.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission financière

Section II : Attestations

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission financière (1 exemplaires papier)

Section II : Attestations (1 exemplaires papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur le media et de l'exemplaire papier, le libellé de l'exemplaire papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

- Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);

- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013/11/06) Fluctuation du taux de change

3.1.3 Clauses du *Guide des CCUA*

Section II : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

Les propositions seront évaluées selon les critères d'évaluation et la **méthode de sélection** indiqués à l'**annexe C** et la **Base de paiement** indiquée à l'**annexe B**. Les soumissions seront évaluées conformément au marché complet, y compris les critères d'évaluation technique et financière

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

Énoncé des travaux - contrat

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe «A».

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010C (2020/05/28), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

Respect des mesures, ordres permanents, politiques et règles sur place

L'entrepreneur doit se conformer et s'assurer que ses employés et ses sous-traitants se conforment à toutes les mesures de sécurité, ordres permanents, politiques et règles sur place qui sont en vigueur sur le lieu où le travail est effectué.

6.4 Période du contrat

Les travaux doivent être réalisés durant la période du 1 mai, 2022 au 30 avril, 2023.

6.4.1 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 2 période(s) supplémentaire(s) de 1 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par

l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

(Derived from - Provenant de: A9009C, 2008/12/12)

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Trisha Doucette
Titre : Commis aux approvisionnements
Services publics et Approvisionnement Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 126, rue Prince William, Salle 14B
Saint John, N.-B.
E2L 2B6
Téléphone : (506) 343-7645
Télécopieur : (506) 851-6759
Courriel : trisha.doucette@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Sera détaillé dans tout contrat résultant des présentes

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____-____-____
Télécopieur : ____-____-____
Courriel : _____.

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(Derived from - Provenant de: A1030C, 2007/05/25)

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (soumissionnaire veuillez compléter)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

(Derived from - Provenant de: A3025C, 2020/05/04)

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement

Base de paiement - prix ferme

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme dans « l'annexe « B ». Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2017/08/17), Limite de prix

6.7.3 Paiement

Clause du *Guide des CCUA* H1008C (2008/05/12), Paiement mensuel

6.7.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

(Derived from - Provenant de: H3027C, 2016/01/28)

6.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

(Derived from - Provenant de: H5001C, 2008/12/12)

6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur à l'île-du-Prince-Édouard.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales [2010C](#) (2020/05/28), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) Annexe B, **Base de paiement** ;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.12 Clauses du Guide des CCUA

Référence de CCUA	Section	Date
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011/05/16

6.13 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

6.14 Assurance - exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C . L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

(Derived from - Provenant de: G1001C, 2013/11/06)

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

-
- a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
- c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
- d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que,

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6898-220573/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6898-220573

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-1-44119

Id de l'acheteur - Buyer ID
MCT048
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

(Derived from - Provenant de: G2001C, 2018/06/21)

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6898-220573/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6898-220573

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-1-44119

Id de l'acheteur - Buyer ID
MCT048
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A » Énoncé des travaux/ Devis

Dossier no L-C135-9301/46

Voir ci-joint

ANNEXE « B » Base de paiement

NOTA : Le soumissionnaire doit obligatoirement présenter les tarifs fermes pour la période du contrat de services pour tous les articles ci-après. Les tableaux des prix unitaires seront considérés comme la proposition financière du soumissionnaire. **La mention « zéro dollar » ou « compris » ne sera pas considérée comme un prix.** Le soumissionnaire doit soumettre des prix individuels pour chaque article et désignation. La quantité prévue indiquée dans la quatrième colonne pour chaque article est une estimation seulement pour un service rendu selon la demande et ne suppose pas que toutes les quantités pour cet élément seront utilisées ou que les quantités ne peuvent pas être dépassées.

PREMIÈRE ANNÉE : DU 1^{ER} MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023

Article	CATÉGORIE DE SERVICE	Unité de mesure	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe A, au Manège militaire Queen Charlotte.	Par mois	7		
2	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe B, au champ de tir Alexandra.	Par mois	7		
3	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe C, au complexe Brighton.	Par mois	7		
4	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe D, au Détachement de soutien.	Par mois	7		
5	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe E, au NCSM Queen Charlotte.	Par mois	7		
6	Tarif horaire pour le déneigement, au moyen d'une chargeuse, de la propriété du MDN et l'évacuation de la neige à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	500		
7	Tarif horaire pour le déneigement, par camion tandem basculant, de la propriété du MDN et l'évacuation de la neige à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	500		

Article	CATÉGORIE DE SERVICE	Unité de mesure	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total estimatif
8	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du Manège militaire Queen Charlotte indiquées à l'annexe F, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
9	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du champ de tir Alexandra indiquées à l'annexe G, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
10	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du complexe Brighton indiquées à l'annexe H, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
11	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du Détachement de soutien indiquées à l'annexe J, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
12	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones au NCSM <i>Queen Charlotte</i> indiquées à l'annexe K, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
13	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au Manège militaire Queen Charlotte, dans les zones indiquées à l'annexe F et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
14	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au champ de tir Alexandra, dans les zones indiquées à l'annexe G et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
15	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au complexe Brighton, dans les zones indiquées à l'annexe H et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
16	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au Détachement de soutien, dans les zones indiquées à l'annexe J et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
17	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au NCSM <i>Queen Charlotte</i> , dans les zones indiquées à l'annexe K et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
18	Tarif horaire pour l'entretien paysager, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	40		
19	Tarif horaire pour fournir un tracteur à gazon de deux (2) mètres de largeur et son opérateur, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	40		
20	Tous les produits et matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de marge bénéficiaire brute (estimés à 10 000 \$). L'entrepreneur doit indiquer un pourcentage de marge bénéficiaire brute aux fins de soumission : _____ % Allocation + Marge bénéficiaire brute = Prix total	Allocation	10 000	Marge bénéficiaire brute en _____ \$	Allocation + Marge bénéficiaire brute = _____ \$
Prix total estimatif utilisé aux fins d'évaluation pour la première année					

PREMIÈRE ANNÉE D'OPTION : DU 1^{ER} MAI 2023 AU 30 avril 2024

Article	CATÉGORIE DE SERVICE	Unité de mesure	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe A, au Manège militaire Queen Charlotte.	Par mois	7		
2	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe B, au champ de tir Alexandra.	Par mois	7		
3	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe C, au complexe Brighton.	Par mois	7		
4	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe D, au Détachement de soutien.	Par mois	7		
5	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe E, au NCSM <i>Queen Charlotte</i> .	Par mois	7		
6	Tarif horaire pour le déneigement, au moyen d'une chargeuse, de la propriété du MDN et l'évacuation de la neige à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	500		
7	Tarif horaire pour le déneigement, par camion tandem basculant, de la propriété du MDN et l'évacuation de la neige à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	500		
8	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du Manège militaire Queen Charlotte indiquées à l'annexe F, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
9	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du champ de tir Alexandra indiquées à l'annexe G, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6898-220573/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6898-220573

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-1-44119

Id de l'acheteur - Buyer ID
MCT048
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Article	CATÉGORIE DE SERVICE	Unité de mesure	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total estimatif
10	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du complexe Brighton indiquées à l'annexe H, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
11	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du Détachement de soutien indiquées à l'annexe J, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
12	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones au NCSM <i>Queen Charlotte</i> indiquées à l'annexe K, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
13	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au Manège militaire Queen Charlotte, dans les zones indiquées à l'annexe F et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
14	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au champ de tir Alexandra, dans les zones indiquées à l'annexe G et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
15	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au complexe Brighton, dans les zones indiquées à l'annexe H et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
16	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au Détachement de soutien, dans les zones indiquées à l'annexe J et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
17	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au NCSM <i>Queen Charlotte</i> , dans les zones indiquées à l'annexe K et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
18	Tarif horaire pour l'entretien paysager, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	40		
19	Tarif horaire pour fournir un tracteur à gazon de deux (2) mètres de largeur et son opérateur, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	40		
20	Tous les produits et matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de marge bénéficiaire brute (estimés à 10 000 \$). L'entrepreneur doit indiquer un pourcentage de marge bénéficiaire brute aux fins de soumission : _____ % Allocation + Marge bénéficiaire brute = Prix total	Allocation	10 000	Marge bénéficiaire brute en _____ \$	Allocation + Marge bénéficiaire brute = _____ \$
Prix total estimatif utilisé aux fins d'évaluation pour la première année d'option					

DEUXIÈME ANNÉE D'OPTION : DU 1^{ER} MAI 2024 AU 30 avril 2025

Article	CATÉGORIE DE SERVICE	Unité de mesure	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total estimatif
1	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe A, au Manège militaire Queen Charlotte.	Par mois	7		
2	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe B, au champ de tir Alexandra.	Par mois	7		
3	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe C, au complexe Brighton.	Par mois	7		
4	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe D, au Détachement de soutien.	Par mois	7		
5	Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe E, au NCSM <i>Queen Charlotte</i> .	Par mois	7		
6	Tarif horaire pour le déneigement, au moyen d'une chargeuse, de la propriété du MDN et l'évacuation de la neige à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	500		
7	Tarif horaire pour le déneigement, par camion tandem basculant, de la propriété du MDN et l'évacuation de la neige à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	500		
8	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du Manège militaire Queen Charlotte indiquées à l'annexe F, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
9	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du champ de tir Alexandra indiquées à l'annexe G, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6898-220573/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6898-220573

N° de la modif - Amd. No.
N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-1-44119

Id de l'acheteur - Buyer ID
MCT048
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Article	CATÉGORIE DE SERVICE	Unité de mesure	Quantité estimée	Prix unitaire	Prix total estimatif
10	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du complexe Brighton indiquées à l'annexe H, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
11	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du Détachement de soutien indiquées à l'annexe J, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
12	Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones au NCSM <i>Queen Charlotte</i> indiquées à l'annexe K, de mai à la fin septembre.	Par mois	5		
13	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au Manège militaire Queen Charlotte, dans les zones indiquées à l'annexe F et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
14	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au champ de tir Alexandra, dans les zones indiquées à l'annexe G et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
15	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au complexe Brighton, dans les zones indiquées à l'annexe H et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
16	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au Détachement de soutien, dans les zones indiquées à l'annexe J et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
17	Prix unitaire pour la tonte de pelouse au NCSM <i>Queen Charlotte</i> , dans les zones indiquées à l'annexe K et à la demande du représentant du Génie.	Par occurrence	5		
18	Tarif horaire pour l'entretien paysager, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	40		
19	Tarif horaire pour fournir un tracteur à gazon de deux (2) mètres de largeur et son opérateur, à la demande du représentant du Génie.	Par heure	40		
20	Tous les produits et matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de marge bénéficiaire brute (estimés à 10 000 \$). L'entrepreneur doit indiquer un pourcentage de marge bénéficiaire brute aux fins de soumission : _____ % Allocation + Marge bénéficiaire brute = Prix total	Allocation	10 000	Marge bénéficiaire brute en _____ \$	Allocation + Marge bénéficiaire brute = _____ \$
Prix total estimatif utilisé aux fins d'évaluation pour la deuxième année d'option					
TOTAL pour la première année					
TOTAL pour la première année d'option					
TOTAL pour la deuxième année d'option					
MONTANT TOTAL DU CONTRAT Y COMPRIS LES ANNÉES D'OPTION					

ANNEXE « C » CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.

Critères obligatoires

1. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année et deux (2) années d'option conformément à l'appel d'offres.
2. Formulaire d'appel d'offres dûment rempli et signé, accompagné de toutes les annexes.
3. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a un compte en ordre auprès de la Commission provinciale des accidents du travail.
4. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit produire une preuve d'assurance responsabilité de 2 000 000,00 \$.
5. L'entrepreneur doit être une entreprise d'entretien ayant au moins trois (3) années d'expérience dans les services de déneigement, de déglacage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager. La preuve sera requise dans un délai de sept (7) jours, à la demande du pouvoir adjudicateur et avant l'attribution du contrat de service.
6. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit fournir Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 (ANNEX G)
7. Tous les opérateurs d'équipement de déneigement et de déglacage doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement de l'entrepreneur.
8. Tous les opérateurs d'équipement de tonte de pelouse et d'outils de coupe doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement de l'entrepreneur.
9. Tous les employés doivent avoir reçu une formation sur les méthodes de ravitaillement en carburant, le contrôle des déversements et l'utilisation obligatoire de l'équipement de protection individuelle.
10. L'entrepreneur doit fournir, avec sa soumission, une liste du matériel qu'il propose d'utiliser pour effectuer le déneigement et le déglacage. Cette liste doit comprendre le nom du fabricant, le modèle et la capacité de l'équipement.
11. Les exigences minimales en matière d'équipement de déneigement et de déglacage sont les suivantes :
 - .1 chargeuse Cat 926M ou l'équivalent, avec puissance nominale de 148 hp, équipée d'un godet (d'une capacité d'au moins 1,9 m3) et d'une souffleuse (d'une largeur d'au moins 152 cm);
 - .2 camion tandem basculant avec benne de 8 m3;
 - .3 camion de ¾ tonne à quatre roues motrices équipé d'un chasse-neige hydraulique et d'une épandeur à sable permettant d'épandre le mélange de déglacage décrit au paragraphe 1.12.2;
 - .4 souffleuse poussée d'au moins 10 hp.
12. Avant la signature du contrat de services, l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires avec le représentant du Génie pour faire inspecter son équipement. Si l'équipement ne répond pas aux exigences du représentant du Génie, l'entrepreneur doit le remplacer à la satisfaction de celui-ci avant l'attribution du présent contrat.
13. Tout l'équipement doit être maintenu en excellent état, en tout temps, pendant toute la durée du contrat de services. L'équipement doit être inspecté fréquemment et entretenu à la satisfaction du représentant du Génie.

2. 2007/05/25 A0069T Méthode de sélection - Exigences obligatoires seulement

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6898-220573/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6898-220573

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-1-44119

Id de l'acheteur - Buyer ID
MCT048
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D » INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W6898-220573/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6898-220573

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-1-44119

Id de l'acheteur - Buyer ID
MCT048
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**ANNEXE « E » LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT
ACTUELLEMENT SOIT ADMINISTRATEURS ET/OU PROPRIÉTAIRES DE
L'ENTREPRISE DU SOUMISSIONNAIRE**

Dénomination sociale du fournisseur: _____

Adresse du fournisseur: _____

Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA): _____

**AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES : INSCRIRE LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS
ET/OU PROPRIÉTAIRES DE L'ENTREPRISE**

NOM	TITRE DE POSTE

Ajoutez des noms supplémentaires sur une feuille séparée si nécessaire.

ANNEXE « F » Définitions DE VACIN DE COVID-19

Entièrement vacciné – COVID-19 (personnel des fournisseurs qui fournit des services au Canada à partir du 6 octobre 2021)

Le membres du personnel des fournisseurs sont considérés comme entièrement vaccinés 14 jours après qu'ils aient :

- Reçu les deux doses d'un vaccin autorisé par Santé Canada qui nécessite 2 doses pour que la série de vaccination soit complète (à partir du 16 septembre 2021) : le vaccin Pfizer-Bio Tech Comirnaty, COVID-19, le vaccin Moderna Spikevax COVID-19 ou le vaccin AstraZeneca Vaxzevria COVID-19.
- Reçu les séries de vaccination à doses mixtes qui sont acceptées à condition qu'elle soient conformes aux recommandations du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) sur l'utilisation des vaccins contre la COVID-19.
- Reçu 1 dose d'un vaccin autorisé par Santé Canada qui ne nécessite qu'une seule dose pour compléter la série de vaccination (à partir du 16 septembre 2021) : vaccin contre la COVID-19 de Janssen (Johnson & Johnson).
- Pour les personnes résidant actuellement au Québec seulement, avoir eu une infection au virus de la COVID-19 confirmée en laboratoire, suivie d'au moins 1 dose d'un vaccin contre la COVID-19 autorisé par Santé Canada.

La définition sera modifiée au besoin lorsque le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) formulera de nouvelles recommandations.

Entièrement vacciné – COVID-19 (personnel des fournisseurs qui fournit des services à l'extérieur du Canada à partir du 6 octobre 2021)

Les membres du personnel des fournisseurs sont considérés comme entièrement vaccinés 14 jours après qu'ils aient :

- Reçu 1 dose supplémentaire d'un vaccin à ARNm au moins 28 jours après une série complète ou incomplète d'un vaccin non autorisé par Santé Canada.
- Ont répondu à la définition de personne entièrement vaccinée dans la région où ils résident actuellement.
- Ont reçu 3 doses de tout vaccin contre la COVID-19, qu'il s'agisse de vaccins autorisés par Santé Canada ou de vaccins non autorisés par Santé Canada.

La définition sera modifiée au besoin lorsque le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) formulera de nouvelles recommandations.

Partiellement vacciné

Aux fins de la présente Politique, le terme 'partiellement vacciné' se réfère aux membres du personnel des fournisseurs qui ont reçu 1 dose d'un vaccin autorisé par Santé Canada, mais qui n'ont pas encore reçu la série de vaccination complète, et qui ne répondent pas à la définition de 'entièrement vacciné'.

Personnel

Toute personne qui est employée par le fournisseur ou qui exécute du travail pour le fournisseur ou au nom du fournisseur, y compris mais sans s'y limiter, les sous-traitants, les employés des sous-traitants, les consultants et les agents.

Fournisseur

Aux fins de la présente politique, le terme 'fournisseur' comprend les soumissionnaires, les entrepreneurs, les offrants et les fournisseurs (dans le contexte des arrangements en matière d'approvisionnement).

Vaccination

La vaccination est le terme utilisé pour le fait de recevoir un vaccin, généralement au moyen d'une injection.

Vaccin

Un vaccin est une substance utilisée pour stimuler le système immunitaire et conférer une immunité contre une ou plusieurs maladies. Cette substance est préparée à partir de l'agent causal d'une maladie, de ses produits ou d'un substitut synthétique, puis traité pour agir comme un antigène sans provoquer la maladie.

Lieu de travail

Signifie un lieu de travail dont le gouvernement du Canada est propriétaire ou qui est opéré par ce dernier, et où les employés du gouvernement du Canada exécutent un travail au nom du gouvernement du Canada.

ANNEXE « G » Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Je, _____ (*prénom et nom de famille*), en tant que représentant de
_____ (*nom de l'entreprise*), dans le cadre de la demande de
soumissions numéro _____ (*insérer le numéro de la demande de*
soumissions), garantis et atteste que tous les membres du personnel que
_____ (*nom de l'entreprise*) fournira dans le cadre du présent
contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec
les fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés avec un(des) vaccin(s) contre la COVID-19 approuvé(s) par Santé Canada; ou
- (b) à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la Loi canadienne sur droits de la personne, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci;
- (c) jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par _____ (*nom de l'entreprise*) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que _____ (*nom de l'entreprise*) a attesté qu'elle s'est conformée à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature : _____

Date : _____

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous **ne remplace pas** l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : _____

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6898-220573/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6898-220573

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-1-44119

Id de l'acheteur - Buyer ID
MCT048
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6898-220573/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6898-220573

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MCT-1-44119

Id de l'acheteur - Buyer ID
MCT048
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
DÉTACHEMENT DES OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES
(GAGETOWN)
BS 5 DIV C GAGETOWN**

DEVIS

**CONTRAT DE SERVICES
DÉNEIGEMENT, DÉGLAÇAGE, TONTE DE PELOUSE ET
ENTRETIEN PAYSAGER
INSTALLATIONS DU MDN, CHARLOTTETOWN ET
ENVIRONS, Î.-P.-É.
DU 1^{ER} MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023
AVEC OPTION DE RENOUVELLEMENT POUR
DEUX PÉRIODES D'UN AN**

Préparé par

Inspecteur de la
prévention des
incendies

Officier du projet

Officier du Génie

N° de DP :

Dossier n° : L-C135-9301/46

Date : 1^{er} juin 2021

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Nombre de pages</u>
<u>Division 00 - Exigences relatives aux approvisionnements et aux contrats</u>		
00 21 13	Directives à l'intention des soumissionnaires	9
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 35 30	Santé et sécurité	2
01 35 35	Consignes de sécurité-incendie - MDN	3
01 35 43	Protection de l'environnement	1
<u>Annexes</u>		
Annexe A	Zones de déneigement et de déglacage du Manège militaire Queen Charlotte	1
Annexe B	Zones de déneigement et de déglacage du champ de tir Alexandra	1
Annexe C	Zones de déneigement et de déglacage du complexe Brighton	1
Annexe D	Zones de déneigement et de déglacage du Détachement de soutien	1
Annexe E	Zones de déneigement et de déglacage du NCSM <i>Queen Charlotte</i>	1
Annexe F	Zones d'entretien paysager du Manège militaire Queen Charlotte	1
Annexe G	Plan des zones gazonnées du champ de tir Alexandra	1
Annexe H	Plan des zones gazonnées du complexe Brighton	1
Annexe J	Plan des zones gazonnées du Détachement de soutien	1
Annexe K	Plan des zones gazonnées au NCSM <i>Queen Charlotte</i>	1

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par le présent contrat de services consistent à fournir la main-d'œuvre, les matériaux, les outils et l'équipement nécessaires pour offrir des services de déneigement et de déglacage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager au Manège militaire Queen Charlotte, au champ de tir Alexandra, au complexe Brighton, au Détachement de soutien et à la Réserve navale du NCSM *Queen Charlotte*, au besoin et selon les prescriptions du présent document.
- .2 Le Manège militaire Queen Charlotte est situé au 3, rue Haviland, à Charlottetown (Î.-P.-É.).
- .3 Le champ de tir Alexandra est situé sur le chemin Alexandra, à Alexandra (Î.-P.-É.).
- .4 Le complexe Brighton est situé au 129, chemin Brighton, à Charlottetown (Î.-P.-É.).
- .5 Le Détachement de soutien est situé au 88, avenue Watts, dans le parc industriel West Royalty, à Charlottetown (Î.-P.-É.).
- .6 Le NCSM *Queen Charlotte* est situé au 210, promenade Water Street, à Charlottetown (Î.-P.-É.).
- .7 Tous les produits à livrer associés au présent contrat doivent respecter toutes les lois, politiques et directives du gouvernement du Canada. Cela comprend, sans s'y limiter, la *Loi sur les langues officielles*, le *Code canadien du Travail*, le *Code national du bâtiment du Canada*, la *Loi sur la production de défense*, le *Règlement sur les marchés de l'État* et d'autres.

1.02 DURÉE DU CONTRAT

- .1 Le présent contrat de services est en vigueur à partir du 1^{er} mai 2022 jusqu'au 30 avril 2023 et pourra être renouvelé pour deux (2) périodes optionnelles d'un (1) an chacune.

1.03 RÉFÉRENCES

- .1 *Code canadien du travail*, partie II.
- .2 *Occupational Health and Safety Act* de l'Île-du-Prince-Édouard (édition la plus récente).
- .3 *Code canadien de l'électricité* (édition la plus récente).

1.04 QUALIFICATIONS

- .1 L'entrepreneur doit être une entreprise d'entretien possédant au moins trois (3) années d'expérience en services de déneigement, de déglacage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager de nature commerciale.

- .2 Tous les opérateurs d'équipement de déneigement et de déglacage doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement de l'entrepreneur.
- .3 Tous les opérateurs d'équipement de tonte de pelouse et d'outils de coupe doivent avoir la formation nécessaire pour utiliser correctement la machinerie et l'équipement de l'entrepreneur.
- .4 Tous les employés doivent avoir reçu de la formation sur les méthodes de ravitaillement, le contrôle des déversements et l'utilisation obligatoire de l'équipement de protection individuelle.

1.05 REPRÉSENTANT DU GÉNIE

- .1 Le représentant du Génie, comme il est défini et énoncé dans le présent devis, est le commandant du Détachement des opérations immobilières (Gagetown) ou un représentant désigné. Les coordonnées du représentant du Génie sont les suivantes :
 - Bureau des contrats
 - Détachement des opérations immobilières Gagetown
 - Bâtiments B18
 - 238, avenue Champlain
 - C.P. 17000, Succursale Forces
 - Oromocto (Nouveau-Brunswick) E2V 4J5
 - Téléphone : 506-422-2677
 - Télécopieur : 506-422-1248

1.06 DOCUMENTS REQUIS

- .1 L'entrepreneur doit conserver une copie des documents suivants sur le chantier :
 - .1 devis;
 - .2 modifications.

1.07 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'accès au chantier est déterminé par le représentant du Génie.
- .2 Les déplacements sur le chantier sont assujettis aux restrictions établies par le représentant du Génie.
- .3 Le chantier ne doit pas être déraisonnablement encombré de matériaux ou de matériel.
- .4 L'entreposage sur place d'équipement de déneigement, de déglacage et de tonte de pelouse sera autorisé à la discrétion du représentant du Génie.

1.08 ALIMENTATION EN EAU ET EN ÉLECTRICITÉ

- .1 Le MDN peut fournir sans frais une alimentation temporaire en eau et en électricité aux fins de la présente entente.
- .2 Le représentant du Génie déterminera les points d'alimentation et les limites quantitatives. L'entrepreneur doit obtenir la permission écrite de l'ingénieur avant de se raccorder à l'un ou l'autre des réseaux. Le raccordement aux installations d'alimentation électrique déjà en place doit

se faire conformément au *Code canadien de l'électricité* (édition la plus récente).

- .3 La fourniture de services temporaires du MDN est assujettie aux exigences du MDN et peut être interrompue en tout temps par le représentant du Génie, sans préavis ni responsabilité liée aux dommages ou aux retards causés par le retrait de ces services temporaires.

1.09 CODES ET NORMES

- .1 L'entrepreneur doit effectuer le travail et appliquer les mesures de sécurité conformément à la partie II du *Code canadien du travail* et à l'*Occupational Health and Safety Act* de l'Île-du-Prince-Édouard.
- .2 L'entrepreneur doit être inscrit auprès du Workers Compensation Board de l'Île-du-Prince-Édouard.
- .3 L'entrepreneur doit veiller au respect des exigences relatives au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) pour ce qui est de l'utilisation, de la manipulation, de l'entreposage et de l'élimination des matières dangereuses ainsi que des exigences relatives à l'étiquetage et à la présentation de fiches signalétiques de sécurité de produits, qui doivent répondre aux normes de Ressources humaines et Développement des compétences Canada et de Santé Canada.
- .4 L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger et éviter d'endommager les véhicules, arbres et structures ainsi que les biens et installations environnants. Les dommages causés par l'entrepreneur doivent être réparés sans délai, à la satisfaction du représentant du Génie. L'entrepreneur est responsable des dommages causés aux véhicules.
- .5 L'entrepreneur doit veiller à ce que les travaux soient exécutés de façon à respecter ou à dépasser les normes précisées dans les documents contractuels et les exigences établies dans les codes et les documents de référence. En cas d'incompatibilité entre les dispositions prévues dans les documents susmentionnés faisant autorité, la disposition la plus stricte s'applique.

1.10 STRUCTURES TEMPORAIRES

- .1 L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout le matériel temporaire nécessaire à l'exécution des travaux : rampes, échelles, échafauds, appareils de levage, goulottes, etc.
- .2 Les structures temporaires érigées par l'entrepreneur demeurent la propriété de ce dernier, qui doit les enlever du chantier à la fin des travaux.

1.11 NETTOYAGE

- .1 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit retirer tout le matériel restant et les débris. Il doit laisser le chantier propre et en bonne condition, à l'entière satisfaction du représentant du Génie. Il ne doit pas enlever le matériel ou les matériaux récupérables du chantier sans l'autorisation du représentant du Génie.

1.12 PORTÉE DES TRAVAUX

- .1 Les services de déneigement et de déglacage comprendront à tout le moins ce qui suit :
 - .1 enlever la neige et épandre un mélange de déglacage sur les routes, les aires de stationnement, les enceintes de véhicules, autour des bornes d'incendie, dans les entrées de porte et sur les voies piétonnières comprises dans les zones ombrées en gris des annexes A, B, C, D et E après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, du mois d'octobre à la fin du mois d'avril;
 - .2 enlever la neige des propriétés du MDN et l'évacuer à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.
- .2 Le mélange de déglacage doit consister en un sac de 9,7 kg de chlorure de calcium et un sac de 9,7 kg de chlorure de sodium pour chaque 0,75 m³ de sable. L'épandage doit se faire à un taux de 60 à 120 ml/m².
- .3 Il incombe à l'entrepreneur d'assurer, en tout temps, une circulation sécuritaire des véhicules et des piétons à l'intérieur des zones indiquées aux annexes A, B, C, D et E, du mois d'octobre à la fin du mois d'avril, sept (7) jours sur sept, du dimanche au samedi inclusivement.
- .4 L'entrepreneur doit installer des balises à neige aux endroits où des objets se trouvant dans la zone de service pourraient nuire aux activités de déneigement et de déglacage ou pourraient être endommagés par l'équipement.
 - .1 Les balises à neige doivent être installées avant que le sol ne gèle et bien avant la première chute de neige prévue.
 - .2 Les balises à neige doivent être en bois ou en métal et doivent être suffisamment longues pour se prolonger au-delà de l'épaisseur de neige attendue dans le secteur. La partie supérieure de la balise (150 mm) doit être peinte ou indiquée par un drapeau, un ruban adhésif ou un délinéateur de couleur approprié afin qu'elle soit bien visible.
 - .3 Tous les objets se trouvant dans la zone des travaux qui pourraient être recouverts de neige doivent être indiqués par une balise à neige. Il s'agit notamment de ce qui suit : bornes d'incendie, caniveaux, sections isolées de bordures, bassins collecteurs, puisards d'entrée et autres ouvrages de drainage.
 - .4 L'entrepreneur doit surveiller les balises à neige pendant toute la saison et les remplacer s'il y a lieu. Les balises à neige doivent être retirées à la fin de la saison de déneigement.
- .5 L'entrepreneur doit réparer tout dommage aux structures, aux propriétés et aux installations avoisinantes causé par son matériel de déneigement à la fin de la saison de déneigement. Cela comprend également l'enlèvement du sable, des pierres et des débris des zones gazonnées et la réparation des dommages à la pelouse.
- .6 À la fin de la saison de déneigement, l'entrepreneur doit enlever le sable, les pierres et les débris des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières. Le nettoyage doit être achevé avant la facturation d'avril.
- .7 Le service de tonte de pelouse doit comprendre à tout le moins ce qui suit :
 - .1 tonte de la pelouse à 75 mm de hauteur;
 - .2 taille des bordures à 75 mm de hauteur;
 - .3 nettoyage des résidus de tonte sur les trottoirs et les zones pavées;

- .4 nettoyage de toutes les zones comprises dans l'aire ombrée en gris des annexes F, G, H, J et K.
- .8 L'entrepreneur doit effectuer les travaux suivants :
 - .1 tondre la pelouse toutes les deux (2) semaines de mai à la fin de septembre dans les zones ombrées en gris des annexes F, G, H, J et K;
 - .2 tailler la pelouse et les mauvaises herbes toutes les deux (2) semaines, de mai à la fin de septembre, le long des bâtiments, des clôtures (des deux côtés), des bornes d'incendie, des poteaux, des poteaux de chauffe-moteur pour véhicules, des panneaux, des plates-bandes et des massifs de fleurs, des haies, des arbres et de tout autre obstacle physique compris dans les zones ombrées en gris des annexes F, G, H, J et K.
- .9 La taille doit être effectuée dans un délai de quatre (4) heures après la tonte de la pelouse.
- .10 L'entrepreneur doit enlever les débris qui se trouvent sur la pelouse et les jeter dans la benne à ordures sur le chantier avant d'effectuer les travaux de tonte et de taille.
- .11 L'entrepreneur doit s'assurer que les résidus de tonte ne sont pas rejetés sur les routes, les trottoirs et les plates-bandes.
- .12 L'entrepreneur doit tondre à une hauteur de 75 mm le gazon dans le fond des fossés et sur les pentes.
- .13 L'entrepreneur doit exécuter les travaux de déneigement, de déglacage, de tonte de pelouse et d'entretien paysager à l'entière satisfaction du représentant du Génie.

1.13 ÉQUIPEMENT

- .1 L'entrepreneur doit disposer du personnel et de l'équipement suffisants pour effectuer les travaux de déneigement et de déglacage et pour rétablir une bonne adhérence dans toutes les zones indiquées aux annexes A, B, C, D et E dans les trois (3) heures suivant une chute de neige ou la formation de glace, ou au besoin.
- .2 L'entrepreneur doit fournir, avec sa soumission, une liste du matériel qu'il propose d'utiliser pour effectuer le déneigement et le déglacage. Cette liste doit comprendre le nom du fabricant, le modèle et la capacité de l'équipement.
 - .1 Les exigences minimales en matière d'équipement de déneigement et de déglacage sont les suivantes :
 - .1 chargeuse Cat 926M ou l'équivalent, avec puissance nominale de 148 hp, équipée d'un godet (d'une capacité d'au moins 1,9 m³) et d'une souffleuse (d'une largeur d'au moins 152 cm);
 - .2 camion tandem basculant avec benne de 8 m³;
 - .3 camion de ¾ tonne à quatre roues motrices équipé d'un chasse-neige hydraulique et d'une épandeuse à sable permettant d'épandre le mélange de déglacage décrit au paragraphe 1.12.2;
 - .4 souffleuse poussée d'au moins 10 hp.
- .3 L'entrepreneur doit disposer du personnel et de l'équipement suffisants pour tondre la pelouse dans toutes les zones indiquées aux annexes F, G,

H, J et K dans un délai d'un (1) jour civil.

- .4 L'entrepreneur doit joindre à sa soumission une liste de l'équipement qu'il propose d'utiliser pour effectuer la tonte de pelouse. Cette liste doit comprendre le nom du fabricant, le modèle et la capacité de l'équipement.
- .5 L'équipement de tonte doit être calibré et pouvoir être ajusté sur place afin de tondre la pelouse à la hauteur exigée. Tous les dispositifs de protection de l'équipement doivent toujours être bien entretenus et utilisés selon les directives du fabricant. Il est interdit d'utiliser des tondeuses qui arrachent ou endommagent la pelouse.
- .6 Avant la signature du contrat de services, l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires avec le représentant du Génie pour faire inspecter son équipement. Si l'équipement ne répond pas aux exigences du représentant du Génie, l'entrepreneur doit le remplacer à la satisfaction de celui-ci avant l'attribution du présent contrat.
- .7 Les véhicules utilisés dans le cadre du présent contrat de services doivent être immatriculés et les conducteurs doivent détenir les permis exigés conformément aux règlements en vigueur à l'Île-du-Prince-Édouard.
- .8 Les véhicules utilisés dans le cadre du présent contrat de services seront inspectés conformément aux règlements en vigueur à l'Île-du-Prince-Édouard.
- .9 Les véhicules utilisés dans le cadre du présent contrat de services doivent être équipés de phares, d'un klaxon, de clignotants, d'un avertisseur sonore de recul clairement audible, de rétroviseurs et d'un gyrophare rotatif sur 360 degrés installé sur le toit.
- .10 Tout l'équipement doit être maintenu en excellent état, en tout temps, pendant toute la durée du contrat de services. L'équipement doit être inspecté fréquemment et entretenu à la satisfaction du représentant du Génie.

1.14 QUANTITÉS ET BASE DE PAIEMENT

- .1 Les travaux exécutés en vertu du présent contrat de service seront payés en fonction d'un prix unitaire et d'un taux horaire. L'entrepreneur reconnaît que le paiement couvre tout ce qu'il fournit et exécute dans le cadre des travaux.
- .2 Conformément au présent devis, l'entrepreneur doit soumettre ses prix unitaires et ses tarifs horaires pour les éléments ci-après. Ces prix doivent comprendre la main-d'œuvre, la supervision, les frais, les outils, le matériel, le transport (le temps de déplacement en direction et en provenance du centre des opérations de l'entrepreneur doit être compris dans les tarifs fournis) et les profits.
 - .1 Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, du mois d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe A, au Manège militaire Queen Charlotte.
 - .2 Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes

- d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe B, au champ de tir Alexandra.
- .3 Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe C, au complexe Brighton.
- .4 Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, du mois d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe D, au Détachement de soutien.
- .5 Tarif mensuel pour le déneigement et le déglacage des routes, des aires de stationnement, des enceintes de véhicules, des bornes d'incendie, des entrées de porte et des voies piétonnières, y compris l'épandage d'un mélange de déglacage, après chaque chute de neige ou en cas de formation de glace ou au besoin, d'octobre à la fin avril, conformément à l'annexe E, au NCSM *Queen Charlotte*.
- .6 Taux horaire pour le déneigement, au moyen d'une chargeuse, de la propriété du MDN et l'évacuation de la neige à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.
- .7 Taux horaire pour le déneigement, par camion tandem basculant, de la propriété du MDN et l'évacuation de la neige à un lieu approuvé par la province, à la demande du représentant du Génie.
- .8 Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du Manège militaire *Queen Charlotte* indiquées à l'annexe F, de mai à la fin septembre.
- .9 Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du champ de tir Alexandra indiquées à l'annexe G, de mai à la fin septembre.
- .10 Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du complexe Brighton indiquées à l'annexe H, de mai à la fin septembre.
- .11 Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones du Détachement de soutien indiquées à l'annexe J, de mai à la fin septembre.
- .12 Tarif mensuel pour la tonte de pelouse de toutes les zones au NCSM *Queen Charlotte* indiquées à l'annexe K, de mai à la fin septembre.
- .13 Prix unitaire pour la tonte de pelouse au Manège militaire *Queen Charlotte*, dans les zones indiquées à l'annexe F et à la demande du représentant du Génie.
- .14 Prix unitaire pour la tonte de pelouse au champ de tir Alexandra, dans les zones indiquées à l'annexe G et à la demande du représentant du Génie.
- .15 Prix unitaire pour la tonte de pelouse au complexe Brighton, dans les zones indiquées à l'annexe H et à la demande du représentant du Génie.
- .16 Prix unitaire pour la tonte de pelouse au Détachement de soutien, dans les zones indiquées à l'annexe J et à la demande du représentant du Génie.
- .17 Prix unitaire pour la tonte de pelouse au NCSM *Queen Charlotte*, dans les zones indiquées à l'annexe K et à la demande du représentant du Génie.

- .18 Taux horaire pour l'entretien paysager, à la demande du représentant du Génie.
- .19 Taux horaire pour fournir un tracteur à gazon de deux (2) mètres de largeur et un opérateur, à la demande du représentant du Génie.
- .3 Tous les matériaux doivent être facturés au prix de gros de l'entrepreneur et inclure un pourcentage de marge bénéficiaire brute. L'entrepreneur doit soumettre toutes les factures des matériaux à titre de documents justificatifs au moment de soumettre les factures pour les travaux exécutés. Aux fins de l'appel d'offres, l'entrepreneur doit indiquer un pourcentage de marge bénéficiaire brute sur les matériaux.
- .4 Les quantités susmentionnées peuvent augmenter ou diminuer et sont fournies à titre indicatif aux fins de soumission. Les quantités ne sont pas garanties et l'entrepreneur ne pourra pas réclamer de perte de profits anticipés attribuable à ces estimations.
- .5 Conformément au présent contrat de services, le temps facturé et les prix contractuels peuvent faire l'objet d'une vérification gouvernementale avant ou après le paiement.
- .6 Pour les services de déneigement et de déglacage, l'entrepreneur doit être disponible sept (7) jours par semaine, du dimanche au samedi inclusivement.
- .7 Pour les services de tonte de pelouse, l'entrepreneur doit être disponible huit (8) heures par jour pendant les heures normales de travail, soit entre 7 h 30 et 16 h, et ce, cinq (5) jours par semaine, du lundi au vendredi inclusivement.
- .8 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie le numéro de téléphone ou le lieu où lui ou son représentant peuvent être joints en tout temps.
- .9 Une fois le contrat de services accepté, le représentant du Génie fournit par écrit à l'entrepreneur la liste des personnes autorisées à faire une demande de service. Les travaux entrepris à la demande de personnes non autorisées, comme les occupants du bâtiment, exposent l'entrepreneur à un refus de paiement.
- .10 L'entrepreneur ne doit pas refuser les appels de service faits par le représentant du Génie et doit fournir le service dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'appel. Lorsqu'un service supplémentaire est requis, la personne autorisée avise l'entrepreneur et précise le travail qui doit être effectué.
- .11 L'entrepreneur doit se présenter au représentant du Génie ou à la personne autorisée et signer le registre au début et à la fin de chaque journée de travail.
- .12 Chaque mois, l'entrepreneur doit présenter une facture détaillant tous les frais. La facture doit préciser le type de services offerts, le lieu et le taux horaire. Elle doit également indiquer le numéro de contrat, le numéro de commande et le numéro de la demande de travaux. Toutes les factures pour des travaux supplémentaires doivent préciser les noms des techniciens, les dates et les heures auxquelles ils ont travaillé.

1.15 HABILITATION DE SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de tous ses employés qui exécutent des travaux dans le cadre du présent contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs, les personnes de métier, les conducteurs et les ouvriers. Il doit remettre cette liste au représentant du Génie sur demande.
- .2 Les mesures de sécurité nécessitent que, sur demande du représentant du Génie, l'entrepreneur fournisse, sans frais, une copie du certificat émis par la police du Canada pour chaque employé qui travaille dans le cadre du présent contrat.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 RÉFÉRENCES

- .1 Partie II du *Code canadien du travail*, *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.
- .2 *Occupational Health and Safety Act* de l'Île-du-Prince-Édouard (édition la plus récente).
- .3 *Code national du bâtiment - Canada* (édition la plus récente).

1.02 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément aux mesures de sécurité décrites dans le *Code national du bâtiment* (édition la plus récente), la partie II du *Code canadien du travail*, l'*Occupational Health and Safety Act* de l'Île-du-Prince-Édouard et le Workers Compensation Board de l'Île-du-Prince-Édouard; en cas d'incompatibilité entre les dispositions prévues dans ces documents, la disposition la plus stricte s'applique.

1.03 RESPONSABILITÉS

- .1 L'entrepreneur doit assumer toutes les responsabilités de santé et de sécurité des personnes se trouvant sur le chantier. Il doit aussi assumer toutes les responsabilités de protection des personnes, des biens et de l'environnement, sur le chantier et aux alentours, dans la mesure où ils pourraient être touchés par l'exécution des travaux.
- .2 L'entrepreneur doit respecter et faire respecter par ses employés toutes les exigences en matière de sécurité prescrites par les documents contractuels, par les ordonnances, les arrêtés et les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux applicables, ainsi que par le plan de santé et de sécurité propre au chantier élaboré par l'entrepreneur.
- .3 Conformément à la partie II du *Code canadien du travail*, il incombe à l'entrepreneur de fournir un plan de santé et sécurité propre au chantier, y compris une marche à suivre pour entrer dans les espaces clos si le représentant du Génie juge que des travaux sont effectués dans un espace clos. Les travaux ne peuvent pas commencer avant que ce plan de santé et de sécurité soit approuvé par le représentant du Génie.
- .4 Le Détachement des opérations immobilières (Gagetown) a prévu des mesures de cadenassage et d'étiquetage pour éviter qu'un système électrique ou mécanique soit mis en marche par mégarde et cause des blessures à quiconque se trouverait à proximité du système ou serait en train d'y travailler. L'entrepreneur doit respecter les cadenas et les étiquettes en place. Il ne doit jamais retirer de force ces cadenas et ces étiquettes. S'il a besoin d'ouvrir un cadenas ou d'enlever une étiquette pour effectuer une tâche, il doit en faire la demande au représentant du Génie.
- .5 Conformément à la partie II du *Code canadien du travail*, il incombe à l'entrepreneur de recourir à son propre programme de cadenassage et d'étiquetage pour s'assurer que le matériel n'est pas mis en service par

d'autres membres du personnel lors des travaux sur le matériel ou à proximité de ce dernier.

- .6 Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que tous ses employés disposent de l'équipement de protection individuelle (EPI) dont ils ont besoin pour effectuer les travaux qui leur sont confiés.

1.04 DANGERS IMPRÉVUS

- .1 S'il devient évident, durant l'exécution des travaux, qu'une situation, un facteur ou un danger imprévu ou particulier compromet la sécurité, l'entrepreneur doit appliquer les mesures relatives au droit de l'employé de refuser d'exécuter des travaux dangereux, conformément aux lois et aux règlements de l'Île-du-Prince-Édouard. Si un employé se prévaut de ce droit, l'entrepreneur doit en aviser le représentant du Génie verbalement et par écrit.

1.05 CORRECTIFS EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, en matière de santé et de sécurité, par l'autorité compétente ou par le représentant du Génie.
- .2 Remettre au représentant du Génie un rapport écrit des correctifs apportés aux situations jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du Génie peut interrompre les travaux si le problème n'est pas réglé.

1.06 INTERRUPTION DES TRAVAUX

- .1 La santé et la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et la protection de l'environnement, ont préséance sur les questions liées au coût et au calendrier des travaux.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 MARCHE À SUIVRE POUR SIGNALER UN INCENDIE

- .1 L'entrepreneur et ses employés doivent savoir où se trouvent l'avertisseur d'incendie et le téléphone le plus près de leur lieu de travail ainsi que le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.
- .2 Signaler immédiatement tout incendie au Service des incendies, de la façon suivante :
 - .1 composer le 911.
- .3 La personne qui téléphone aux pompiers doit leur indiquer le nom ou le numéro du bâtiment ainsi que l'endroit où l'incendie s'est déclaré; elle doit être en mesure de confirmer les renseignements donnés.

1.02 SYSTÈMES D'ALARME ET DE PROTECTION INCENDIE, INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection contre les incendies ne doivent pas être :
 - .1 obstrués;
 - .2 désactivés;
 - .3 laissés hors service à la fin d'un quart ou d'une journée de travail sans l'autorisation du chef du Service des incendies.
- .2 L'utilisation de bornes d'incendie, de réseaux de canalisations ou de robinets armés d'incendie à des fins autres que la lutte contre l'incendie est interdite, à moins d'être autorisée par le chef du Service des incendies.

1.03 EXTINCTEURS D'INCENDIE

- .1 Fournir le nombre d'extincteurs d'incendie déterminé par le chef du Service des incendies pour protéger les travaux en cours et les installations de l'entrepreneur sur place.

1.04 ENTRAVE À LA CIRCULATION

- .1 Aviser le chef du Service des incendies de tous les travaux qui pourraient bloquer l'accès des engins d'incendie. Signaler notamment le non-respect de la hauteur libre minimale prescrite par le chef du Service des incendies, la mise en place de barrières ou l'excavation de tranchées.

1.05 CONSIGNES - FUMEURS

- .1 Respecter en tout temps les règlements relatifs à l'usage du tabac.

1.06 DÉCHETS ET MATÉRIAUX DE REBUT

- .1 Réduire autant que possible les rebuts et les déchets.
- .2 Il est interdit de brûler des rebuts sur le chantier.
- .3 Enlèvement

- .1 Enlever les déchets du chantier à la fin de chaque journée ou quart de travail ou selon les directives.
- .4 Entreposage
 - .1 Entreposer les déchets imprégnés d'huile dans des contenants approuvés afin d'assurer une propreté et une sécurité maximales.
 - .2 Déposer dans des contenants approuvés les chiffons et les matériaux imprégnés d'huile ou de graisse pouvant s'enflammer de façon spontanée, puis les évacuer du chantier.

1.07 LIQUIDES INFLAMMABLES ET COMBUSTIBLES

- .1 Utiliser, manutentionner et entreposer les liquides inflammables et combustibles conformément aux exigences du *Code national de prévention des incendies du Canada* (édition en vigueur).
- .2 On pourra garder sur le chantier, pour usage courant, jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou d'autres liquides inflammables ou combustibles, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Mutuelle des manufacturiers. L'entreposage de plus de 45 L de liquides inflammables ou combustibles en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le chef du Service des incendies.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à l'intérieur des bâtiments ou sur les plateformes de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables ou combustibles à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser, comme diluants ou comme produits de nettoyage, des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38 °C (naphte ou essence, par exemple).
- .6 Il faut entreposer les résidus liquides inflammables ou combustibles dans des contenants approuvés, dans un endroit ventilé et sûr, en attendant leur collecte. Conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables ou combustibles et transmettre toute demande d'évacuation de ces produits au Service des incendies.

1.08 SUBSTANCES DANGEREUSES

- .1 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du *Code national de prévention des incendies du Canada*.
- .2 Obtenir du chef du Service des incendies une autorisation de travail à chaud pour tous travaux dans les bâtiments ou les installations, nécessitant des opérations de soudage ou de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur.
- .3 Dans le cas de tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le chef du Service des incendies délimitera les endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à

prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'agents de sécurité-incendie sur le site, selon les modalités établies au préalable avec le chef du Service des incendies lors de la réunion préalable aux travaux.

- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des produits à base d'uréthane sont utilisés. Informer le chef du Service des incendies de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

1.09 RENSEIGNEMENTS ET PRÉCISIONS

- .1 Transmettre toute demande de précisions ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité-incendie au chef du Service des incendies par l'entremise du représentant du Génie.

1.10 INSPECTION DE PRÉVENTION DES INCENDIES

- .1 Les inspections du site par le chef du Service des incendies seront coordonnées par le représentant du Génie.
- .2 Permettre au chef du Service des incendies le libre accès au site.
- .3 L'entrepreneur doit collaborer avec le chef du Service des incendies au cours des inspections périodiques du site.
- .4 L'entrepreneur doit corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse pour la sécurité-incendie par le chef du Service des incendies.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 GÉNÉRALITÉS

- .1 L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que ses employés respectent l'ensemble des lois pertinentes et qu'ils se soucient de la protection de l'environnement.

1.02 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

1.03 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Il est interdit d'enterrer des déchets sur place à moins d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du représentant du Génie.
- .2 Il est interdit de verser des déchets ou des substances volatiles, comme les essences minérales, l'huile ou les diluants, dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou les égouts sanitaires.

1.04 MESURES DE PROTECTION CONTRE LES DÉVERSEMENTS

- .1 L'entrepreneur doit avoir en sa possession le matériel adéquat pour procéder au nettoyage du déversement éventuel de toutes les substances dangereuses utilisées pendant les travaux (c.-à-d. mousses, carburants, huiles, lubrifiants, etc.).

FIN DE LA SECTION



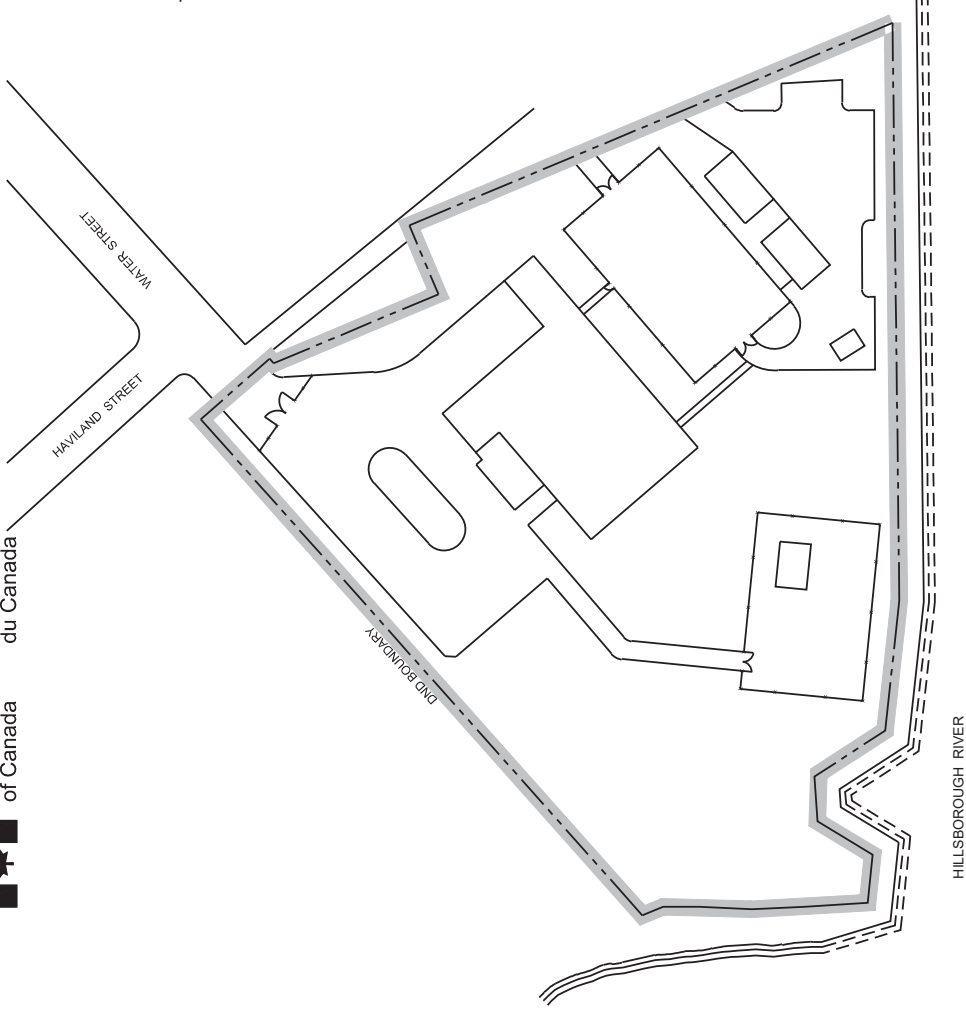
Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

ANNEX A

LEGEND / LÉGENDE

- AREA OF SNOW & ICE CONTROL
BOUNDARY LINE / LIMITE LIGNE DE
CONTRÔLE DE NEIGE ET DE GLACE
- PROPERTY LINE / LIMITE DE PROPRIÉTÉ



PROJECT: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE
PROJET: DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLAÇAGE / ENTRETIEN PAYSAGER
SUBJECT: CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET RÉGION)
SUJET: QUEEN CHARLOTTE ARMOURY

SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT

DATE: 2021/06/01

APPROVED:
APPROUVE
PAR:

SCALE:
ÉCHELLE: NTS Pas d'échelle

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

DWG NO.:

NO. DESSIN:

SC

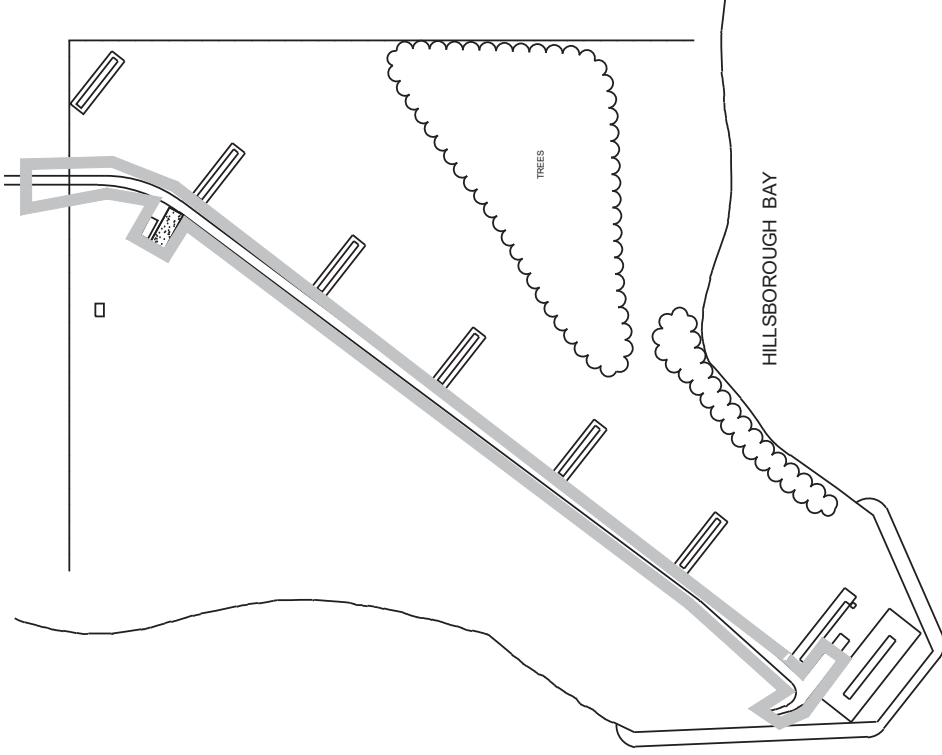
L-C135-9301/46

1

of 10



ANNEX B



LEGEND / LÉGENDE

AREA OF SNOW & ICE CONTROL
BOUNDARY LINE / LIMITE LIGNE DE
CONTRÔLE DE NEIGE ET DE GLACE

NOTE:

-AREA OF SNOW & ICE CONTROL STARTS AT POWNAL
ROAD AND CONTINUES ALONG ALEXANDRA ROAD TO
INCLUDE ALEXANDRA RIFLE RANGE
-LA LIMITE LIGNE DE CONTRÔLE DE NEIGE ET DE GLACE
À LA RUE POWNAL ET CONTINUE LE LONG LA RUE
ALEXANDRA D'INCLURE STAND TIR ALEXANDRA

PROJECT: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE
PROJET: DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLAÇAGE /ENTRETIEN PAYSAGER
CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET RÉGION)
SUBJECT: ALEXANDRA RIFLE RANGE
SUJET: SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT

DATE: 2021/06/01

APPROVED:
APPROUVE
PAR:

SCALE: NTS
ÉCHELLE: Pas d'échelle
WBS NO.:
NO. OTP:

PF NO.:
NO. DP: SC

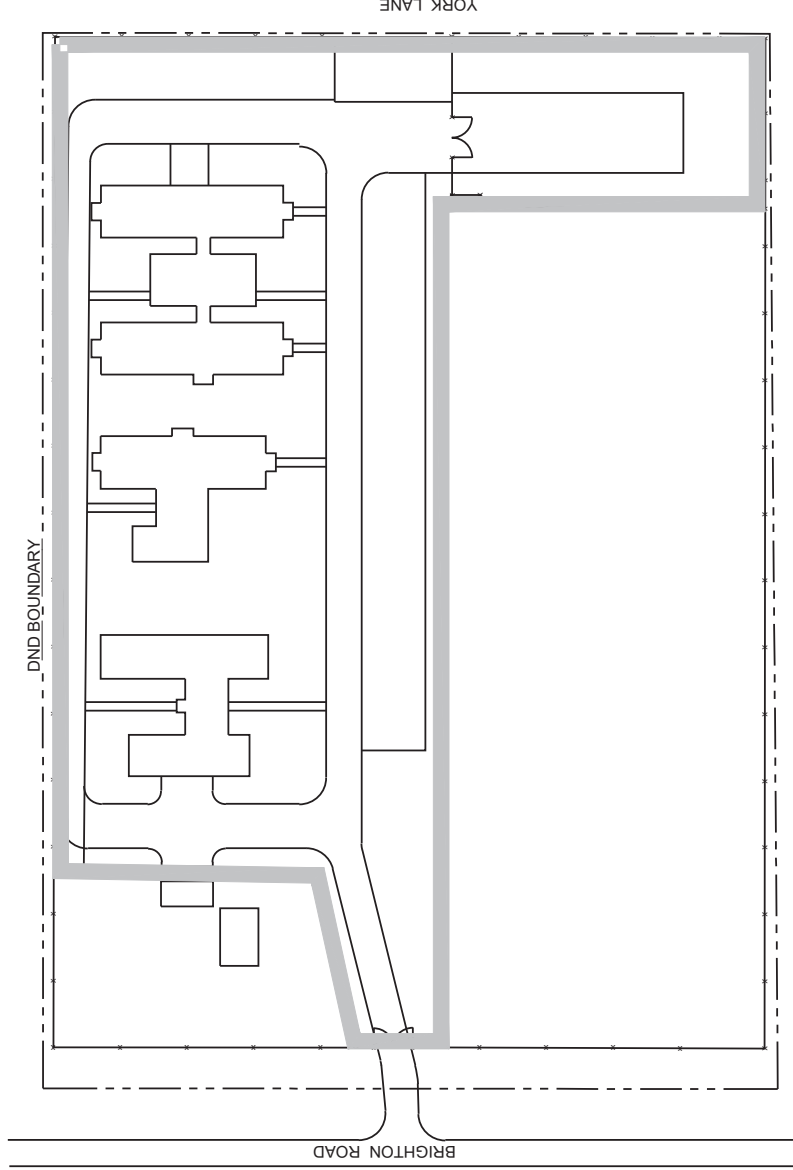
DWG NO.:
NO. DESSIN: L-C135-9301/46

2

of 10



ANNEX C



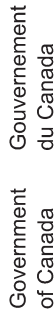
LEGEND

- AREA OF SNOW & ICE CONTROL BOUNDARY LINE
- PROPERTY LINE

Légende

- Limite ligne de contrôle de neige et de glace
- Limite de propriété

PROJECT: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE PROJET: DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLAÇAGE/ENTRETIEN PAYSAGER SUBJECT: CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET RÉGION) SUJET: BRIGHTON COMPOUND / COMPOSÉ BRIGHTON SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT DATE: 2021/06/01	APPROVED: APPROUVE PAR:		
	SCALE: ÉCHELLE:	NTS	Pas d'échelle
	WBS NO.:		
	NO. OTP:		
	PF NO.:		
	NO. DP:		
	DWG NO.:		
	NO. DESSIN:		



BORDER LAST UPDATED 2011-11-11



AREA OF SNOW &
ICE CONTROL
BOUNDARY LINE

PROPERTY LINE

Légende

Limite ligne de
contrôle de neige
et de glace

Limite de propriété

THIRD STREET

PROJECT: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE
PROJECT:

PROJET : DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLACAGE / ENTRETIEN PAYSAGER

CHARLOTTETOWN PEI & AREA (ET RÉGION)

SUBJECT: WEST ROYALTY SUPPORT DETACHMENT HQ
SIIJEF: SECRET

SUJET: WEST ROYALTY QUARTIER GÉNÉRAL DU

DÉTACHEMENT DE SOUTIEN

SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT

DATE: 2021/06/01

APPROVED:
APPROUVÉ:SCALE:
ÉCHELLE:

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

DWG NO.:
NO. DESSIN:

NTS

CS

L-C-135-9301/46

Pas d'échelle

4

of 5



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

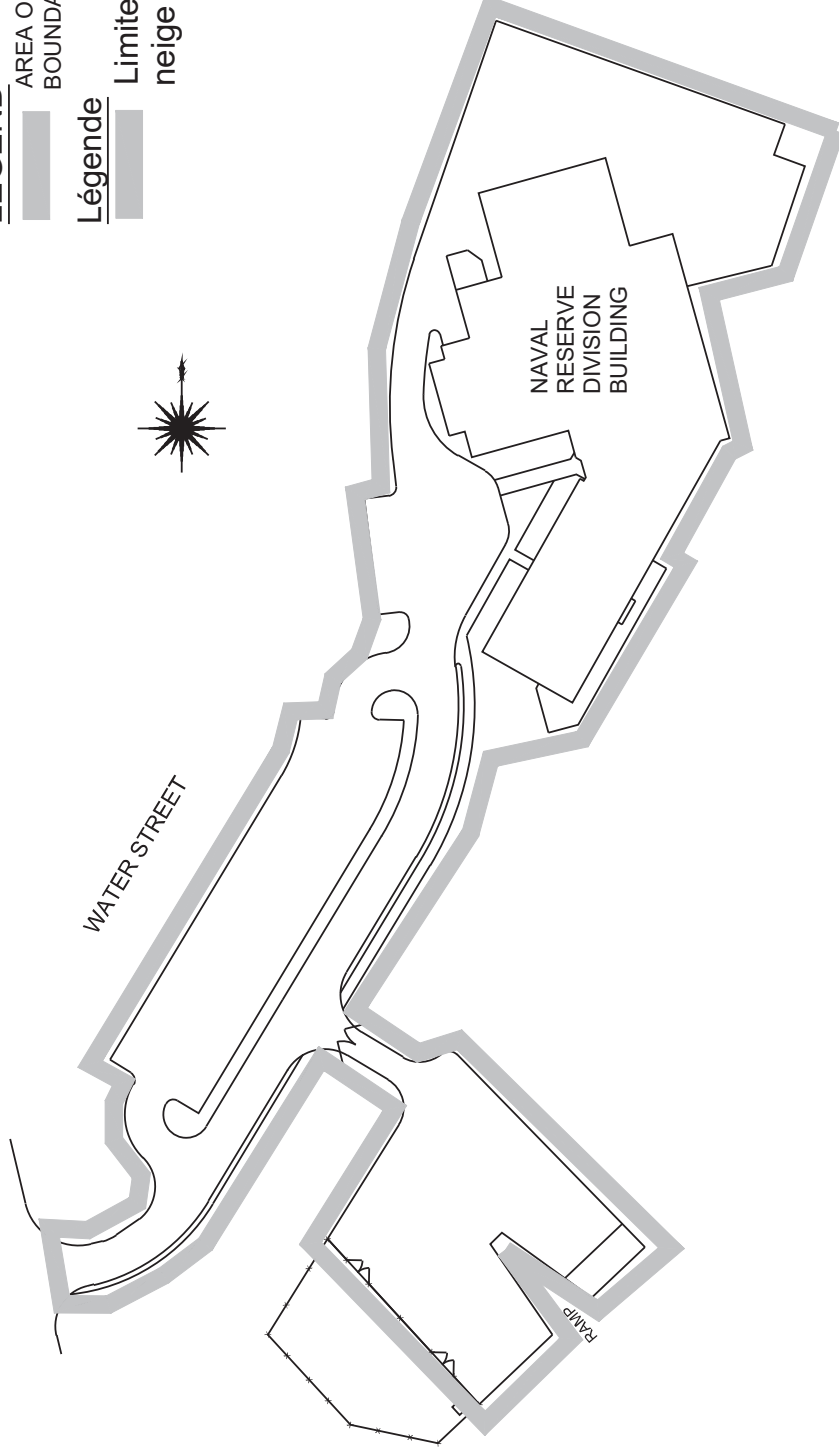
ANNEX E

LEGEND

AREA OF SNOW & ICE CONTROL
BOUNDARY LINE

Légende

Limite ligne de contrôle de
neige et de glace



PROJECT: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE
PROJET: DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLAÇAGE /ENTRETIEN PAYSAGER

SUBJECT: CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET RÉGION)

SUBJECT: HMCS QUEEN CHARLOTTE
SITE PLAN/PLAN D'EMPLACEMENT

DATE: 2021/06/01

APPROVED:
APPROUVE
PAR:

SCALE:
ÉCHELLE:

NTS

Pas d'échelle

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

SC

5

of 10

DWG NO.:

NO. DESSIN:

L-C135-9301/46



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

ANNEX F

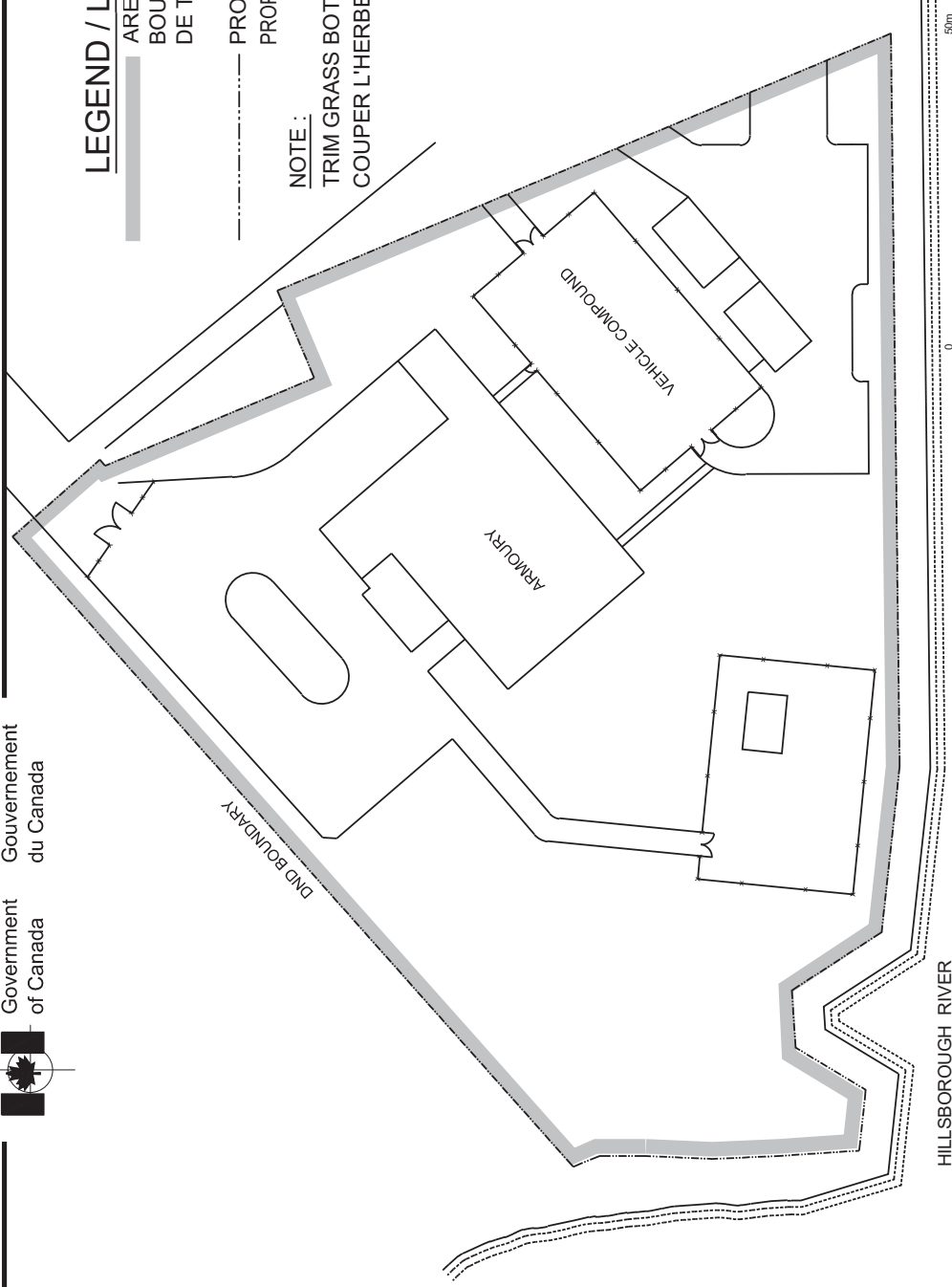
LEGEND / LÉGENDE

AREA OF GRASS CUTTING
BOUNDARY LINE / LIMITE LIGNE
DE TONDEUSE POUR LA GAZON

PROPERTY LINE / LIMITE DE
PROPRIÉTÉ

NOTE :

TRIM GRASS BOTH SIDES OF FENCE /
COUPER L'HERBE DEUX CÔTÉS DE CLÔTURE



HILLSBOROUGH RIVER

0

5m

PROJECT:

PROJECT: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE

DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLACAGE / ENTRETIEN PAYSAGER

SUBJECT: CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET REGION)

SUBJECT:

QUEEN CHARLOTTE ARMOURY

SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT

DATE:

2021/06/01

APPROVED:

APPROUVE

PAR:

SCALE:

NTS

Pas d'échelle

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

DWG NO.:

NO. DESSIN:

SC

6

of 10

L-C135-9301-46



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

LEGEND / LÉGENDE

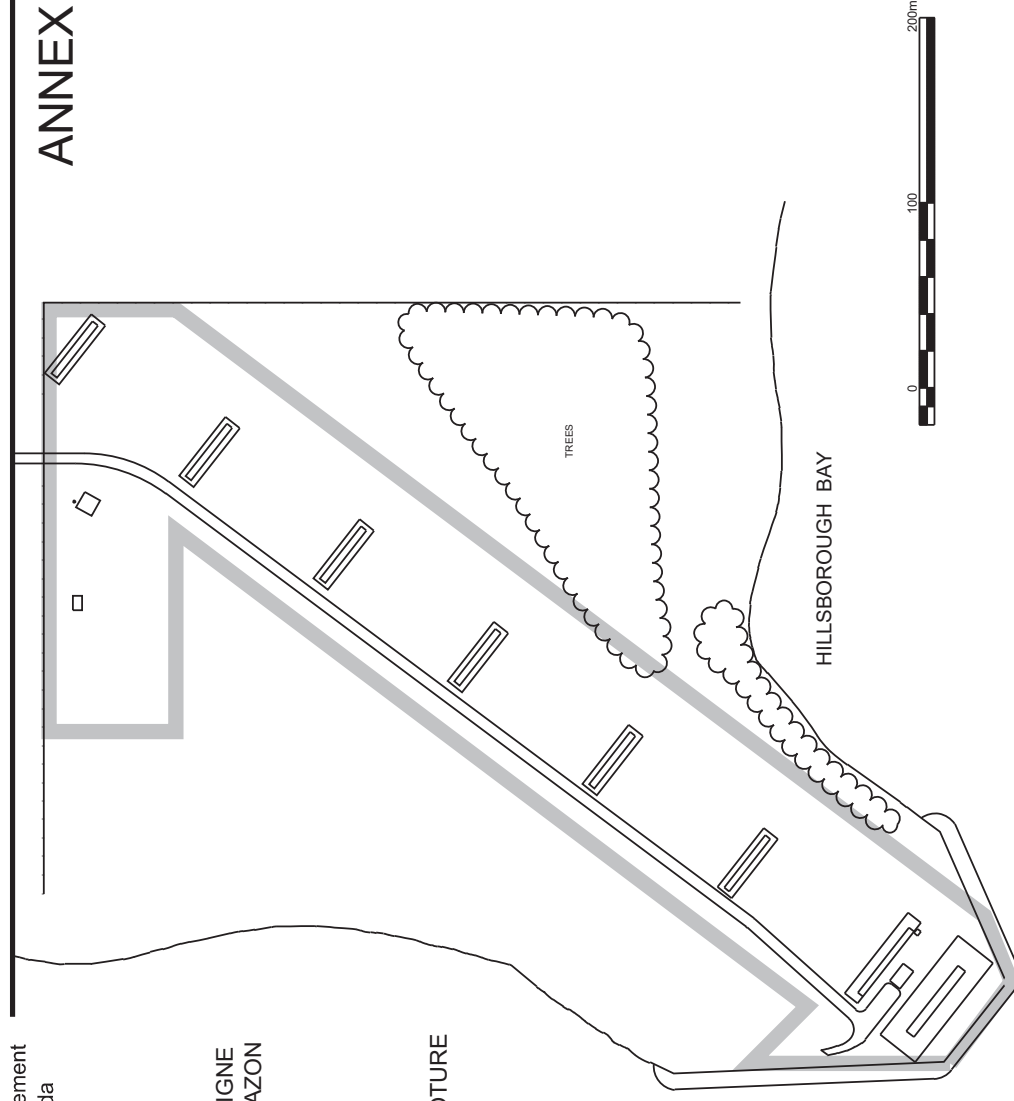
AREA OF GRASS CUTTING
BOUNDARY LINE / LIMITE LIGNE
DE TONDEUSE POUR LA GAZON

PROPERTY LINE / LIMITE DE
PROPRIÉTÉ

NOTE :

TRIM GRASS BOTH SIDES OF FENCE /
COUPER L'HERBE DEUX CÔTÉS DE CLÔTURE

ANNEX G



PROJECT:

SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE
DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLACAGE / ENTRETIEN PAYSAGER
CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET REGION)

SUBJECT:

ALEXANDRIA RIFLE RANGE
SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT

DATE:

2021/06/01

APPROVED:

APPROUVE

PAR:

NTS

SCALE:

ÉCHELLE:

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

DWG NO.:

NO. DESSIN:

Pas d'échelle

SC

L-C135-9301-46

7

of 10



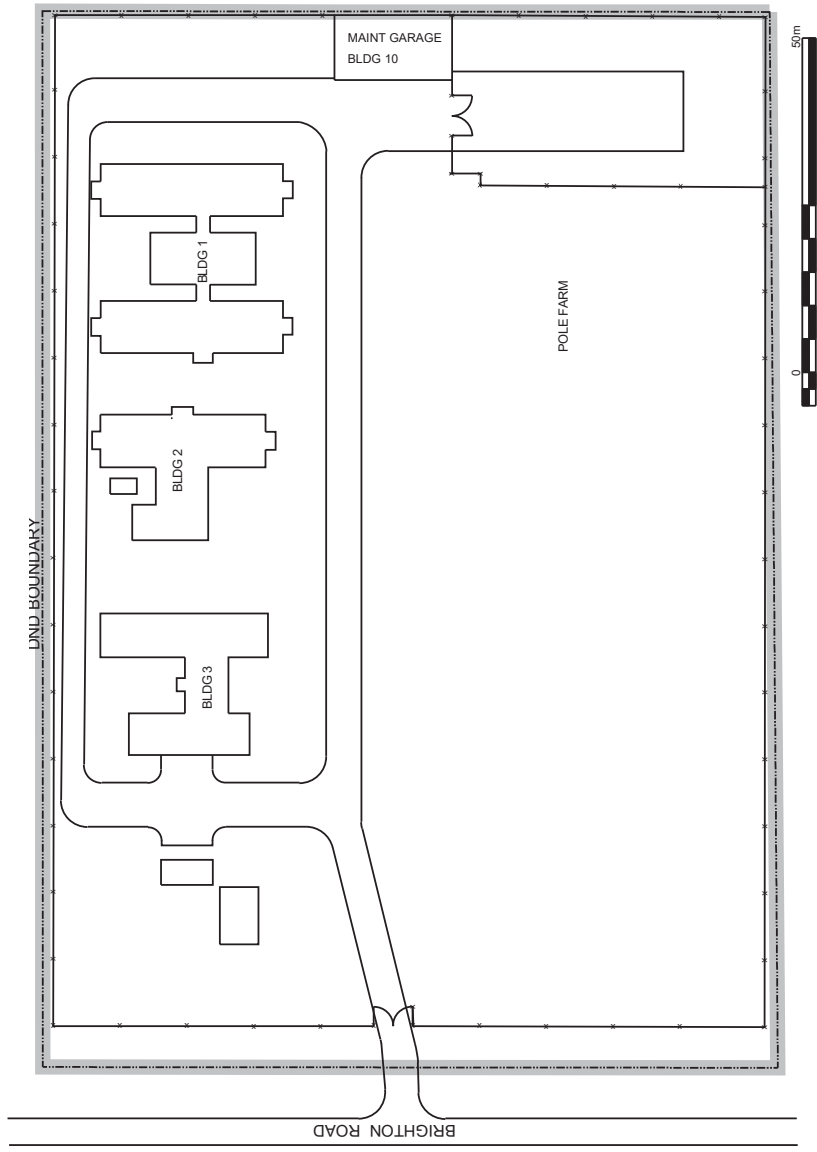
ANNEX H

LEGEND / LÉGENDE

AREA OF GRASS CUTTING
BOUNDARY LINE / LIMITE LIGNE
DE TONDEUSE POUR LA GAZON

PROPERTY LINE / LIMITE DE
PROPRIÉTÉ

NOTE :
TRIM GRASS BOTH SIDES OF FENCE /
COUPER L'HERBE DEUX CÔTÉS DE CLÔTURE



PROJECT: PROJET: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLACAGE / ENTRETIEN PAYSAGER SUBJECT: SUJET: CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET REGION) BRIGHTON COMPOUND SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT	APPROVED: APPROUVE	
	PAR:	
	SCALE: ÉCHELLE:	NTS Pas d'échelle
	WBS NO.:	
	NO. OTP:	
DATE: 2021/06/01	PF NO.:	SC
	NO. DP:	8 of 10
	DWG NO.:	L-C135-9301-46
	NO. DESSIN:	



ANNEX J

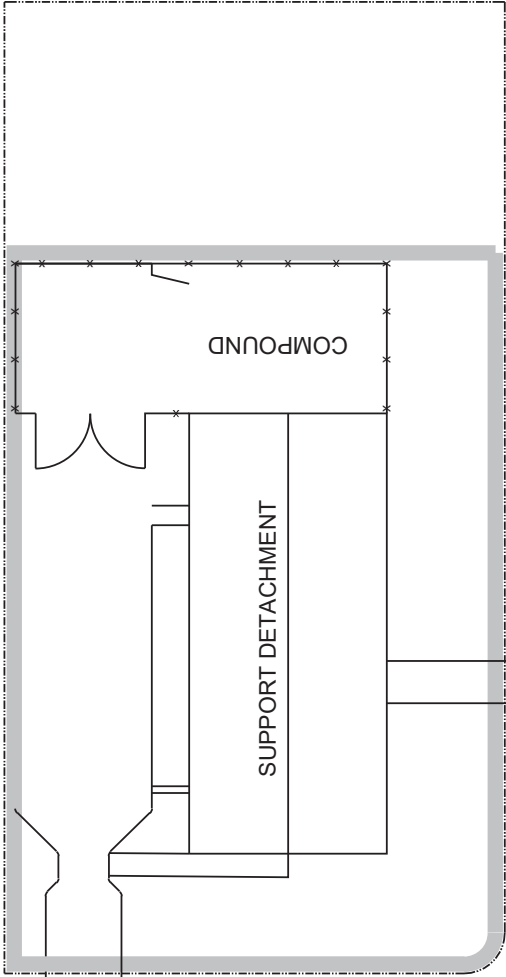
LEGEND / LÉGENDE

AREA OF GRASS CUTTING
BOUNDARY LINE / LIMITE LIGNE
DE TONDEUSE POUR LA GAZON

PROPERTY LINE / LIMITE DE
PROPRIÉTÉ

NOTE :

TRIM GRASS BOTH SIDES OF FENCE /
COUPER L'HERBE DEUX CÔTÉS DE CLÔTURE



FIRST AVENUE

DND BOUNDARY

THIRD STREET



PROJECT: PROJET: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLACAGE / ENTRETIEN PAYSAGER CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET REGION) SUBJECT: SUJET: BUILDING #6 WEST ROYALTY SUPPORT DETACHEMENT HQ SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT DATE: 2021/06/01	APPROVED: APPROUVE	
	PAR:	
	SCALE: ÉCHELLE:	NTS Pas d'échelle
	WBS NO.:	
	NO. OTP:	
	PF NO.:	SC
	NO. DP:	
	DWG NO.:	
	NO. DESSIN:	L-C135-9301-46



Government
of Canada

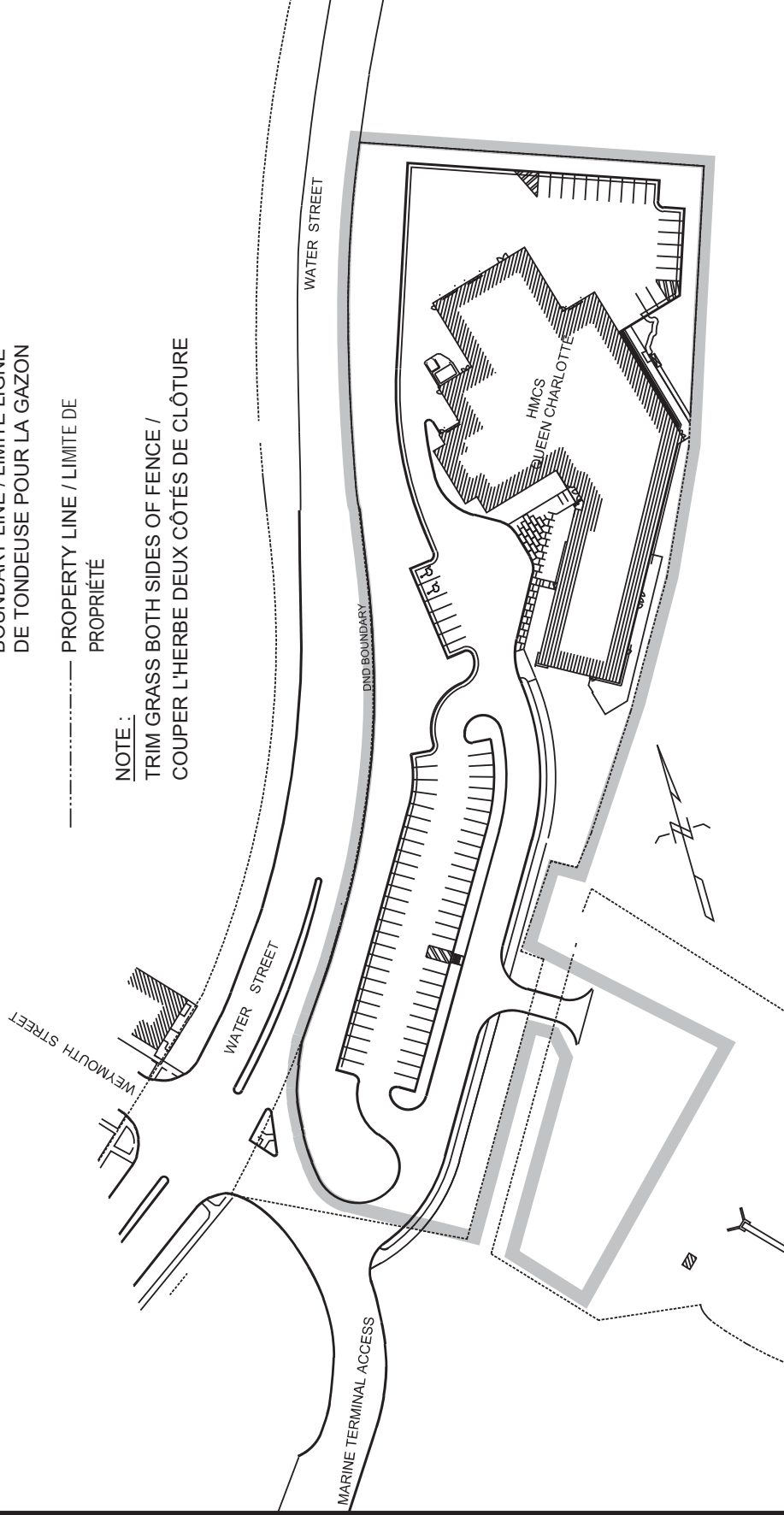
Gouvernement
du Canada

LEGEND / LÉGENDE

AREA OF GRASS CUTTING
BOUNDARY LINE / LIMITE LIGNE
DE TONDEUSE POUR LA GAZON

PROPERTY LINE / LIMITE DE
PROPRIÉTÉ

NOTE :
TRIM GRASS BOTH SIDES OF FENCE /
COUPER L'HERBE DEUX CÔTÉS DE CLÔTURE



PROJECT:

PROJET: SNOW & ICE CONTROL/LANDSCAPE MAINTENANCE
DÉNEIGEMENT ET DE DÉGLACAGE / ENTRETIEN PAYSAGER
CHARLOTTETOWN, PEI & AREA (ET REGION)

SUBJECT:

SUJET: HMCS QUEEN CHARLOTTE
SITE PLAN / PLAN D'EMPLACEMENT

DATE:

2021/06/01

APPROVED:

APPROUVE

PAR:

SCALE:

ÉCHELLE:

WBS NO.:

NO. OTP:

PF NO.:

NO. DP:

DWG NO.:

NO. DESSIN:

Pas d'échelle

SC

10
of 10

L-C135-9301-46

ANNEX K